L'animisme juridique : Quand une riviÃ¨re, voire la nature, se retrouve devant les tribunaux

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
February 2024

Le 30 mars 2011, un Ã©vÃ©nement sans prÃ©cÃ©dent s'est produit au tribunal provincial de Loja, dans la province de l'Ã‰quateur, situÃ©e Ã environ 270 miles de la capitale Quito. Le fleuve Vilcabamba, plaignant dans un procÃ¨s, a convaincu le tribunal que ses propres droits Ã©taient remis en cause par un projet d'amÃ©nagement routier. Le projet a ensuite Ã©tÃ© arrÃªtÃ© parce qu'il aurait mis en pÃ©ril le dÃ©bit du fleuve. Diego Landivar a eu la chance de pouvoir assister Ã ce procÃ¨s et d'examiner ce que l'on appelle "l'animisme juridique" dans deux pays pionniers en la matiÃ¨re, l'Ã‰quateur et la Bolivie. Aujourd'hui, de l'Ouganda Ã la Nouvelle-ZÃ©lande, des nations suivent le mouvement en ouvrant leur systÃ¨me de justice pÃ©nale Ã ce type de jurisprudence qui permet Ã une entitÃ© naturelle, qu'il s'agisse d'un Ã©cosystÃ¨me ou de la nature elle-mÃªme, de devenir une personne morale et donc d'avoir des droits. Ces innovations suscitent l'espoir de certains dÃ©fenseurs de l'environnement, mais elles nous rappellent aussi la mallÃ©abilitÃ© du droit. Du procÃ¨s des animaux au Moyen Ã‚ge Ã l'avocat indien qui poursuivait un dieu, nous avons sculptÃ© nos lois de maniÃ¨re crÃ©ative au fil des Ã©poques. De nos jours, personne ne trouve Ã©trange qu'une entreprise soit considÃ©rÃ©e comme une personne morale.

"Legal animism": when a river or even nature itself goes to court, Diego Landivar, enseignant chercheur en Ã©conomie, directeur d'Origens Media Lab, ESC Clermont Business School -Â The Conversation